

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SELESTE SCIC

13 avenue du Maréchal Juin
69720 Saint-Bonnet-De-Mure

Code AIOT : 0057800021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement SELESTE SCIC implanté 6 rue Jean Moulin Z.A du moulin à vent 78280 Guyancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de façon inopinée après que l'inspection a reçu l'information de la part de l'Inspection du travail qu'un incident (incendie en toiture) était survenu en février 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SELESTE SCIC
- 6 rue Jean Moulin Z.A du moulin à vent 78280 Guyancourt
- Code AIOT : 0057800021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SELESTE SCIC est un établissement d'incinération de cadavres d'animaux exploité sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection : Incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société SELESTE SCIC enfreint gravement les prescriptions de sécurité qui lui ont été édictées et a étendu illégalement ses installations par l'ajout d'un camion frigorifique pour le stockage de cadavres, alors que ce dispositif est notoirement inadapté. Ces manquements et la continuité du

fonctionnement des installations malgré les risques engendrés par la ruine de la toiture (risque de chute de la cheminée et d'infiltrations d'eau sur les équipements électriques) passent au révélateur le sens des responsabilités très perfectible de la direction de l'établissement. Au travers de ce contrôle, l'équipe d'inspection a en particulier pu constater que le personnel d'exécution ne disposait pas de l'encadrement nécessaire ou, à défaut, d'une formation suffisante pour exploiter les installations avec l'autonomie qui leur est conférée.

L'exploitant doit de toute urgence se ressaisir et reprendre en main son établissement notamment en limitant son activité aux possibilités de ses installations.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions générales de l'autorisation / déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 18	Demande d'action corrective	15 jours
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	15 jours
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Dispositions liées à l'exploitation – durée de stockage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Demande d'action corrective	0 jour
5	Dispositions liées à l'exploitation-conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	15 jours
6	Conditions d'exploitation - Manutention et stockage des cadavres	Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	15 jours
7	Condition générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 10	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné a permis de mettre en lumière de nombreuses non-conformités principalement dues à l'inadéquation du volume d'activité avec la taille et les capacités de l'installation.

La présence de cadavres en trop grand nombre, stockés dans des conditions inappropriées pour la bonne gestion des crémations, appelle la prise de mesures d'urgence afin de limiter les risques et l'impact de l'établissement sur son environnement.

De plus, l'incendie survenu un mois et demi plus tôt semble avoir compromis la solidité de la fixation de la cheminée. Cette dernière pourrait tomber sur le toit du bâtiment lors d'un épisode venteux. En outre, la toiture a été endommagée laissant entrer l'eau dans le bâtiment notamment au droit du local technique qui comporte des armoires électriques.

Cette situation exige qu'une réparation soit urgemment entreprise par l'exploitant, afin d'éviter un sur-accident.

De surcroît, l'exploitant n'a pas informé l'inspection ni de l'incident (incendie), ni des modifications des conditions et capacités de stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 18 (et article R.512-69 du code de l'environnement)
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents - Incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations. [...]

Constats :

L'équipe d'inspection est accueillie par trois agents de crémation à qui elle demande si un incendie a bien eu lieu dans les locaux de l'établissement. Les agents de crémation répondent par l'affirmative et précisent que l'incident s'est déclaré le vendredi 21 février 2025 entre 15h et 16h. Le feu aurait, d'après leurs déclarations, été maîtrisé par les services de secours arrivés très rapidement et serait la conséquence d'une panne d'un des ventilateurs.

L'équipe d'inspection demande à voir les locaux où le sinistre a eu lieu et l'agent de crémation la conduit à l'étage du bâtiment.

L'équipe d'inspection constate que le toit du bâtiment est dégradé à l'endroit du passage de la cheminée. Cette dernière ne tient plus que par l'intermédiaire d'une plaque de métal tordue, fixée à la charpente par un seul de ses quatre côtés. Sa stabilité semble fortement compromise, en particulier en cas de conditions météo défavorables.

La couverture du bâtiment, faite de plaques ondulées de type fibrociment (susceptible de contenir de l'amiante), est largement ouverte. L'état de la toiture ne permet plus de s'opposer au passage de la pluie. Deux seaux sont disposés au sol du premier étage dans l'intention d'intercepter les eaux qui ruisselleraient de la toiture à l'intérieur du bâtiment. L'efficacité toute relative de ce moyen de fortune laisse craindre que de l'eau de pluie ne s'écoule jusqu'au local technique situé au rez-de-chaussée, au droit de l'ouverture. En effet, le plancher du 1^{er} étage est en très mauvais état et par endroits constitué de caillebotis : il ne constitue absolument pas un obstacle à de l'eau de pluie tombant en abondance.

L'équipe d'inspection demande si des travaux ont été entrepris depuis l'incident et si ce dernier a occasionné une interruption de l'activité de l'incinérateur. L'agent de crémation déclare que les locaux sont dans cet état depuis l'incident et que les crémations ont repris le lundi suivant l'incendie (24/02/2025).

Les photos n° 1 à 2 de l'annexe photographique permettent d'illustrer les constats ci-dessus.

Non-conformité n° 20250403-NC-1 :

L'exploitant n'a pas déclaré à l'Inspection des installations classées l'incident survenu le 21 février 2025 du fait du fonctionnement de ses installations.

L'exploitant doit, à l'avenir, déclarer dans les meilleurs délais tout incident survenant dans son établissement à cause de son activité.

De plus, sans préjudice d'autres réglementations applicables, l'exploitant doit prendre rapidement les dispositions pour combler l'ouverture du toit et assurer une fixation robuste de la cheminée, afin notamment de prévenir tout impact d'écoulement d'eaux de pluie sur les installations électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans les meilleurs délais et au plus tard sous quinzaine une fiche dont le modèle est fourni sur ce lien :

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux dans lesquels des cadavres sont susceptibles d'être présents est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...]
Constats : L'étanchéité du sol du local à température négative n'a pas pu être contrôlé par l'équipe d'inspection tant il est encombré de cadavres contenus dans des sacs mortuaires. De plus, l'équipe d'inspection constate que l'exploitant entretient un stock complémentaire de cadavres dans un camion frigorifique garé devant le local technique, depuis septembre 2024 d'après les déclarations des agents de crémation. L'équipe d'inspection demande à faire ouvrir la cellule frigorifique du camion (d'un volume approximatif de 10 m ³) et constate que les sacs sont entassés les uns sur les autres sans aucune précaution. L'équipe d'inspection fait remarquer aux agents de crémation que le plafond de la cellule frigorifique du camion est taché de sang, témoignant que l'amoncellement peut parfois atteindre le plafond. L'équipe d'inspection questionne les agents de crémation qui confirment ce constat. L'équipe d'inspection constate que la plaque constructeur du camion fait apparaître un poids à vide (PV) de 2,7 t et un poids total autorisé en charge (PTAC) de 3,5 t, soit un chargement possible de 800 kg au maximum. Or, un chargement atteignant le plafond du camion dépasse très largement ce poids (plusieurs tonnes), et pourrait à la longue compromettre l'intégrité de la cellule frigorifique en raison des contraintes mécaniques. L'équipe d'inspection constate que certains des sacs mortuaires sont percés et que l'ouverture de la cellule du camion ne comporte pas de rebord ou autre dispositif permettant de conserver les eaux de lavage et les éventuelles matières répandues accidentellement. Les photos n° 3 à 8 de l'annexe photographique permettent d'illustrer les constats ci-dessus. Non-conformité n° 20250403-MED-1 : Le sol de la cellule frigorifique du camion servant de local de stockage d'appoint de cadavres n'est pas équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. L'exploitant doit sous 15 jours limiter son stockage de cadavres en attente de crémation au seul local frigorifique situé dans le bâtiment, dans des conditions permettant de contrôler son étanchéité et de s'assurer que le recueil des eaux de lavages et des éventuelles matières répandues puissent être réalisés dans de bonnes conditions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]
Constats : Le local frigorifique situé dans le bâtiment est encombré de cadavres, dans des sacs mortuaires. Leur disposition, empilés à même le sol et jusqu'au plafond pour ceux qui ne trouvent plus de place dans les étagères, ne permet pas d'avoir accès au sol du local pour permettre son nettoyage. La photo n°3 de l'annexe photographique rend compte de ce constat. Non-conformité n° 20250403-MED-2 : la propreté et l'entretien permanents du local frigorifique sont compromis par l'agencement des cadavres. L'exploitant doit sous 15 jours, réduire le nombre de cadavres et les ranger de manière à rendre accessible le sol du local frigorifique pour permettre son nettoyage et son entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Dispositions liées à l'exploitation - durée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Élevage, Conditions de réception et de stockage des cadavres.
Prescription contrôlée : [...] Excepté en cas de soins mortuaires, les cadavres sont sortis de la chambre froide au maximum une heure avant leur incinération. [...]
Constats : L'équipe d'inspection constate, étant passé plusieurs fois dans le local technique, que pendant toute la durée de l'inspection (supérieure à 2 heures), un même cadavre y est présent sur un chariot, en attente d'incinération,. La photo n° 9 de l'annexe photographique illustre ce constat. Non-conformité n° 20250403-NC-2 : L'exploitant ne respecte pas le délai maximum d'une heure entre la sortie d'un cadavre de la chambre froide et son incinération. L'exploitant doit, sans délai, s'astreindre à respecter et faire respecter strictement cette durée maximale.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 0 jour

N° 5 : Dispositions liées à l'exploitation – conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Élevage, Conditions de réception et de stockage des cadavres.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les chambres froides à température négative maintiennent en permanence une température inférieure à - 14 °C. La durée de conservation des cadavres dans ces conditions ne peut excéder un mois, sauf en cas de procédure d'expertise pour une assurance. La température de chaque chambre froide est enregistrée en continu. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate qu'une partie des cadavres est entreposée dans la chambre froide d'un camion garé devant le local technique et que ce dernier est branché sur le réseau électrique d'infrastructure. L'équipe d'inspection constate que le groupe froid du camion se coupe périodiquement (périodicité de coupure de quelques heures) nécessitant l'intervention d'un agent de crémation pour sa remise en marche.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que la température interne de la cellule du camion est affichée sur le tableau de bord du camion. En début d'inspection, la température affichée s'élève à -13°C et, en fin d'inspection, la température s'élève à -8°C.</p> <p>L'équipe d'inspection demande aux agents de crémation si un employé de la société venait relancer le groupe froid pendant la période de fermeture de l'établissement, qui a lieu chaque semaine du samedi 18h au lundi 6h. Les agents de crémation déclarent que personne ne vient effectuer cette opération. En l'absence de surveillance du groupe froid, l'équipe d'inspection estime que le groupe froid du camion ne fonctionne pas pendant toute la journée du dimanche ainsi que le lundi de 0h00 à 6h00.</p> <p>De plus, la température de conservation des cadavres entreposés dans le camion n'est ainsi pas surveillée en permanence ni enregistrée en continu.</p> <p>Les photos n° 10 et 11 de l'annexe photographique illustrent ces constats.</p> <p>De plus, l'inspection constate que certains cadavres sont stockés depuis plus d'un mois. Elle note notamment un cadavre dont la date de décès est le 15 décembre 2024, soit plus de 3 mois à la date de l'inspection. Cf photo n°15 de l'annexe.</p> <p>Non-conformité n° 20250403-MED-3 : Les chambres froides à température négative de l'établissement ne sont pas toutes en mesure de maintenir une température en permanence inférieure à -14°C et leur surveillance n'est pas assurée de façon permanente.</p> <p>L'exploitant doit, sous quinzaine, n'employer que des chambres froides à température négative capables de maintenir une température en permanence inférieure à -14°C et assurer un enregistrement continu de cette température.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Conditions d'exploitation - Manutention et stockage des cadavres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 5
Thème(s) : Élevage, Manutention et stockage des cadavres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les conditions proposées à la clientèle devront préciser que les cadavres doivent être présentés enveloppés dans des sacs fermés en matériau étanche, résistant et combustible. Ces sacs ne seront ouverts ou percés en aucun cas, l'utilisation de crochets ou grappins étant interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate qu'au cours d'une opération de déchargement du camion frigorifique, un cadavre est tombé au sol sur le parking devant l'établissement. Le sac contenant le cadavre n'était pas fermé. De plus, plusieurs sacs entreposés dans le camion frigorifique sont percés. L'équipe d'inspection constate que les conditions d'entreposage des cadavres, empilés les uns sur les autres, leur manipulation et la durée de leur stockage (un sac est daté de décembre 2024) ne favorisent pas la bonne tenue des sacs qui, soumis à des contraintes excessives dans la durée, ne peuvent conserver avec certitude leur caractère étanche.</p> <p>Les photos n° 12 à n° 14 de l'annexe photographique illustrent ces constats.</p> <p>Non-conformité n° 20250403-MED-4 : Les conditions de conservation et de manipulation des sacs mortuaires ne permettent pas d'assurer la conservation du caractère étanche de ces derniers. L'exploitant doit traiter en priorité et sous quinzaine les sacs dont l'étanchéité est compromise. Il doit améliorer les conditions de stockage et de manipulation des cadavres de façon à apporter de meilleures garanties d'étanchéité des sacs pendant leur durée de stockage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Conditions générales de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/1990, article 10
Thème(s) : Élevage, Modification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout projet de modification, extension ou transformation notable de ces installations doit, avant réalisation, être porté à la connaissance du Préfet du département des Yvelines, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires. [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate que l'exploitant a modifié les conditions d'exploitation de son établissement, par l'utilisation d'un camion frigorifique en guise de stockage complémentaire de cadavres. Cette modification, intervenue depuis septembre 2024 d'après les déclarations des agents de crémation, n'a aucunement fait l'objet d'un porter à connaissance de Monsieur le Préfet du département des Yvelines préalablement à sa mise en œuvre.</p> <p>Non-conformité n°20250403-MED-5 : L'exploitant a modifié les conditions d'exploitation de son établissement sans en informer au préalable Monsieur le Préfet du département des Yvelines. L'exploitant doit sous quinzaine réduire son stock de cadavres, afin d'exploiter son établissement selon les modalités prévues dans son dossier d'autorisation (et fixées par son arrêté d'autorisation du 5/04/1990).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

Annexe photos 1/2 – Inspection SELESTE SCIC du 03/04/2025



Photo n° 1 : Toit ouvert et support cheminée dégradé



Photo n° 2 : Sol ouvert et seaux de canifère des eaux de ruissellement



Photo n° 3 : Local frigorifique



Photo n° 4 : Camion frigorifique servant de stockage complémentaire



Photo n° 5 : Camion frigorifique servant de stockage complémentaire



Photo n° 6 : Entassement de sacs Mortuaires dans la cellule frigorifique du camion servant de stockage complémentaire



Photo n° 7 : Camion frigorifique servant de stockage complémentaire



Photo n° 8 : Taches de sang au plafond de la cellule frigorifique du camion

Annexe photos 2/2 – Inspection SELESTE SCIC du 03/04/2025



Photo n° 9 : Cadavre en attente d'incinération dans le local technique



Photo n° 10 : Affichage de la température de la cellule frigorifique du camion (début d'inspection)



Photo n° 11 : Affichage de la température de la cellule frigorifique du camion (fin d'inspection)



Photo n° 12 : Sac mortuaire percé



Photo n° 13 : Sac mortuaire percé



Photo n° 14 : Sac mortuaire percé

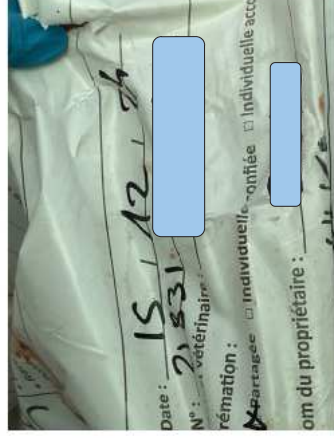


Photo n° 15 : Sac mortuaire daté du 15 décembre 2024